









## Dossier d'engagement à 3D START PME

Raison sociale :					
Nom du dirigeant :					
Interlocuteur privilégié :					
Adresse:					
Code Postal :		Ville:			
Tél:		Email:			
Code NAF :		N° Siret :			
Date de création :	Forn	ne Juridique :	Capital social :		
Appartenance à un Groupe :  oui  non	Effe	ctif consolidé du groupe :			
Nom du groupe :	Chiff	Chiffre d'Affaires consolidé du groupe :			
Filiale à%	Tota	Total bilan consolidé du groupe :			
Activité / principaux produits / prestations et marchés :					
Les axes de progrès pour votre entreprise, si possible :					
Projets, plans de développement, principaux secteurs d'amélioration, faiblesse vis-à-vis du marché etc.					
Veuillez décrire brièvement quelles sont vos attentes vis-à-vis du programme :					











## Le signataire du programme 3D START PME s'engage :

- A respecter le déroulement du programme 3D START PME
- A favoriser le travail des consultants et notamment l'utilisation des outils et des méthodologies développés dans le cadre de 3D START PME
- A participer aux modules de formation 3D START PME
- A nommer un chef de projet interne
- A acquitter les factures reçues du CETIM selon le tableau ci-dessous :

Les étapes de l'action	Restent à la charge de la PME
Diagnostic d'opportunité	1500 € HT
Construction d'un plan d'intégration et de sécurisation	3500 € HT
Réalisation de « POC »  * Dans la limite des fonds disponibles	50% du montant *

Les modules de formation thématiques sont compris dans le coût de l'action

## Le signataire du programme 3D START PME est informé que :

- En s'engageant, il peut sortir de l'action après le diagnostic d'opportunité
- Tous les échanges entre lui et son consultant sont garantis par la confidentialité
- (\*) Le budget de réalisation de POC (pièces de démonstration) dépendra des pièces identifiées

## Cet engagement vaut pour acte d'adhésion dans le programme 3D START PME

Fait à :	Le:	Signature du responsable :	Cachet de l'entreprise :

Conformément à l'article 27 de la loi "informatique et Liberté" du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant.